



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE BIMENSUELLE

NUMERIQUE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 22 – 22 novembre au 12 décembre 2021

Sommaire

Fait marquant

- Le gouvernement publie un nouveau cadre de déploiement de la *National Data Strategy*

Economie numérique et régulation

- Le Royaume-Uni a accueilli une réunion des autorités de la concurrence des Etats du G7
- L'autorité de la concurrence britannique ordonne la revente par *Facebook* de *Giphy*
- Le Trésor précise les modalités de l'expansion du crédit d'impôt à la R&D aux données
- Le gouvernement met en place un "filet de sécurité" pour les bénéficiaires de Horizon Europe
- La *Financial Conduct Authority* confirme l'adoption de nouvelles règles de cotation sur les marchés boursiers britanniques

Accords internationaux

- Le Royaume-Uni et les Etats-Unis annoncent plusieurs partenariats en matière de numérique
- Le Royaume-Uni signe un accord commercial numérique avec Singapour

Télécommunications et réseaux

- *Building Digital UK* devient une agence gouvernementale indépendante pour accélérer le déploiement du haut débit
- L'agence de concurrence américaine intente une action en justice pour bloquer le rachat d'*Arm* par *Nvidia*
- Le Royaume-Uni annonce de nouvelles mesures pour renforcer la sécurité des télécommunications
- Le gouvernement souhaite mettre en place de nouvelles normes de sécurité des appareils électroniques

Données et intelligence artificielle

- L'ICO émet un avis provisoire pour une amende de 17 M£ envers *Clearview AI*
- Le RU lance des standards nationaux en matière de transparence algorithmique

Cyber-sécurité

- Le directeur du MI6 souhaite collaborer avec la tech pour contrer les nouvelles menaces

Ecosystème tech

- Les start-ups à impact britanniques ont levé 2 Md£ en 2021
- La licorne britannique *BenevolentAI* va réaliser une des plus grandes entrées en bourse par SPAC

Fait marquant: Le gouvernement publie un nouveau cadre de déploiement de la *National Data Strategy*

Le gouvernement a publié le 24 novembre un [document](#) de politique publique détaillant la « Mission 1 » de la *National Data Strategy*, publiée en septembre 2020 avec pour ambition de faire du RU « la première économie de données au monde ». Cette mission, intitulée « libérer la valeur des données dans l'ensemble de l'économie », a pour objectif de réduire les barrières au partage de données et renforcer l'accès à des jeux de données lisibles et de qualité.

Le cadre définit quatre domaines d'action prioritaires :

1. Le développement de standards de données, afin de garantir une conservation, une utilisation et un partage de données selon les principes *FAIR* (*Findable, Accessible, Interoperable, Reusable*).
2. Soutenir l'infrastructure de données par :
 - a. L'incitation au développement des *Privacy-Enhancing Technologies* (technologies de protection de la vie privée),
 - b. Le soutien au développement d'un écosystème d'[intermédiaires de données](#) (tierces parties, auxquelles serait délégué le contrôle du respect des règles de protection des données, dans le cadre d'un échange de données),
 - c. Le soutien au développement d'infrastructures promouvant l'accessibilité des données pour des usages en R&D.
3. Encourager le marché de la donnée par :
 - a. La définition de mesures incitatives au partage de données en faveur du bien public,
 - b. La lutte contre les pratiques faussant la concurrence (en imposant des mesures d'ouvertures de données, par exemple).
4. Renforcer la coopération internationale en matière d'échanges de données.

Par ailleurs, la consultation sur le document de politique publique détaillant la « Mission 2 » – [Data: a new direction](#) – a été fermée le 19 novembre et le gouvernement devrait publier sa réponse au printemps 2022.

🌐 Economie numérique et régulation

1 Le RU a accueilli une réunion des autorités de la concurrence des Etats du G7

La *Competition and Markets Authority* (CMA – autorité de la concurrence britannique) a tenu les 29 et 30 novembre le *G7 Competition Enforcers Summit*, réunion virtuelle des directeurs et directrices des autorités de concurrence du G7, de l'UE et de quatre Etats-invités (Australie, Inde, Afrique du Sud, Corée du Sud). Un [recueil](#) de bonnes pratiques sur la concurrence dans les marchés numériques a été publié à son issue, regroupant notamment des informations sur les réformes législatives ou enquêtes de concurrence en cours.

2 L'autorité de la concurrence britannique ordonne la revente par Facebook de Giphy

La *Competition and Markets Authority* (CMA – autorité de la concurrence britannique) a [conclu](#) le 30 novembre que l'acquisition de *Giphy* par *Facebook* – réalisée en mai 2020 – comportait de forts risques de diminution la concurrence sur le marché des réseaux sociaux, en réduisant l'accès aux services de *gifs* (images animées) à ses concurrents. La CMA estime également dans son [rapport](#) que la concurrence a déjà été fortement réduite sur le marché de la publicité en ligne du fait de cette opération. En effet, depuis son rachat, *Giphy* a cessé ses services publicitaires (la création de *gifs* à des fins publicitaires), réduisant une source de concurrence pour *Facebook*, qui contrôle près de la moitié du marché de la publicité en ligne au RU. La CMA a ainsi indiqué que, après avoir évalué des solutions alternatives (y compris les « remèdes » proposés par *Facebook*), les problèmes de concurrence ne pouvaient être résolus que si *Facebook* cédait *Giphy*. *Facebook* a indiqué vouloir faire appel de cette décision. Cette décision témoigne de l'interventionnisme grandissant de la CMA, particulièrement depuis le Brexit. Depuis 2019, 69 % des fusions qui ont fait l'objet d'une enquête approfondie de la CMA ont été refusées, selon le cabinet d'avocats [Linklaters](#). Par rapport aux autres autorités de la concurrence européennes, la CMA dispose d'une plus grande souplesse pour définir les préjudices aux consommateurs, généralement définis en fonction de critères facilement mesurables tels que la hausse des prix. Si elle permet de mieux faire face aux enjeux de l'économie numérique, le [Financial Times](#) s'inquiète de l'impact sur la crédibilité de la CMA d'une définition de plus en plus floue de ses critères d'évaluation.

3 Le Trésor précise les modalités de l'expansion du crédit d'impôt à la R&D aux données

Dans un [document](#) publié le 30 novembre, le Trésor britannique a précisé son annonce dans le [budget d'octobre](#) étendant le bénéfice du crédit d'impôt aux dépenses de R&D dans les données et le *cloud computing*, qui couvrira l'achat de jeux de données, les coûts de personnel et les coûts de l'utilisation du *cloud computing*. Cette extension, qui prendra effet à partir d'avril 2023, a été bien accueillie par les associations représentatives de la tech telles que *techUK*, qui l'appelait de ses vœux depuis 2017.

4 Le gouvernement met en place un "filet de sécurité" pour les bénéficiaires de Horizon Europe

Le *Department for Business, Energy & Industrial Strategy* (BEIS) a [annoncé](#) le 29 novembre un nouveau dispositif destiné à garantir un financement aux candidats britanniques retenus pour l'attribution des subventions d'Horizon Europe, quel que soit le résultat des négociations actuelles concernant les modalités d'association du RU. Cela permettra aux projets de recherche britanniques éligibles mais n'ayant pas encore été en mesure de signer des accords de subvention avec l'UE d'être poursuivis, dans l'attente de l'attribution des fonds européens. Le financement sera assuré dans les semaines qui viennent, par l'agence d'innovation *UK Research and Innovation*, qui devrait publier sous peu des précisions sur le fonctionnement de ce dispositif.

5 La *Financial Conduct Authority* confirme l'adoption de nouvelles règles de cotation sur les marchés boursiers britanniques

L'autorité des marchés financiers britanniques (FCA) a annoncé, dans un document [publié](#) le 2 décembre, les nouvelles règles de cotation découlant des recommandations du [rapport Hill](#) publié en mars dernier. Elles actent notamment l'autorisation des actions à double catégorie pour les entreprises du segment *premium* de la Bourse de Londres, permettant ainsi aux fondateurs de start-up de conserver des droits de vote accrus et de garder le contrôle de leur société. Les autres changements concernent la réduction du plancher de capital flottant de 25 % à 10 % et l'augmentation de 700 000 £ à 20 M£ du seuil minimum de capitalisation boursière pour les segments de cotation *premium* et *standard* pour les actions de société commerciales ordinaires. Ces évolutions s'ajoutent à [l'assouplissement](#) du cadre de création des SPAC en vigueur depuis août.

Accords internationaux

1 Le Royaume-Uni et les Etats-Unis annoncent plusieurs partenariats en matière de numérique



Le Royaume-Uni et les Etats-Unis ont [annoncé](#) le 8 décembre un partenariat sur l'innovation en matière de technologies de protection de la vie privée (*private-enhancing technologies* – PET). Ces technologies émergentes ont pour objectif de faire un usage des données et de l'intelligence artificielle préservant la vie privée et la propriété intellectuelle, et sont utilisées dans des domaines tels que la lutte contre le crime financier ou contre la Covid-19. Le partenariat se matérialisera par des prix bilatéraux pour l'innovation qui, à partir du printemps 2022, impliquera des participants venant de des milieux académiques, industriels et gouvernementaux des deux pays. Nadine Dorries, Ministre du numérique du RU, a indiqué que l'organisation de ces prix s'inscrivait dans la *National Data Strategy* et « contribuera à mieux faire connaître ces technologies des deux côtés de l'Atlantique ». Par ailleurs, dans un [communiqué](#) commun du 8 décembre, la Ministre du numérique britannique et la secrétaire d'Etat au Commerce américaine ont affirmé leur volonté de renforcer le partenariat RU/Etats-Unis sur les données, notamment en matière d'adéquation, d'interopérabilité et de standards de protection des données.

2 Le Royaume-Uni signe un accord commercial numérique avec Singapour

Le *Department for International Trade* a [annoncé](#) le 9 décembre avoir conclu un accord de principe avec Singapour, visant à moderniser les règles commerciales dans le secteur numérique (notamment sur la protection et la localisation des flux de données). L'accord prévoit également de renforcer la cyber-sécurité par le biais de plusieurs protocoles d'entente et incite à la création de *hubs* technologiques pour les *fintech* et *lawtech*. En outre, l'accord inclut la facilitation des échanges commerciaux par la diminution des formalités administratives, notamment avec la numérisation des documents et l'interopérabilité des systèmes douaniers. Cet accord fait suite à la [signature](#), lors du [Future Tech Forum](#) organisé par le RU les 29 et 30 novembre dans le cadre de sa présidence du G7, de trois *Memoranda of Understanding* (MoUs) par les ministres du numérique britannique et singapourien, sur la facilitation du commerce numérique, l'identité numérique et la cyber-sécurité. En 2020, 86 % des exportations britanniques de services financiers ont été réalisées par voie numérique.

📡 Télécommunications et réseaux

1 *Building Digital UK* devient une agence gouvernementale indépendante pur accélérer le déploiement du haut débit

Le département chargé de la mise en œuvre du haut débit, *Building Digital UK* (BDUK), actuellement hébergé par le *Department for Digital, Culture, Media and Sport*, va devenir une agence indépendante – basée à Manchester – à partir d'avril 2022. Le gouvernement a [indiqué](#) que ce changement de structure permettra à BDUK de se concentrer sur le projet *Gigabit*, un investissement public de 5 Md£ visant à fournir aux entreprises et ménages un réseau de qualité et à améliorer les services dans les zones rurales, avec un objectif de couverture de

85 % du territoire par réseau *gigabit* d'ici 2025 (rapidité supérieure à 1GB / seconde). Il lui donnera également plus d'autonomie opérationnelle pour se concentrer sur le *Share Rural Network*, un accord d'1 Md£ conclu avec les opérateurs de réseaux mobiles pour remédier à la couverture mobile rurale "inégal" et permettre à 95 % du Royaume-Uni d'accéder à un signal 4G d'ici à la fin 2025.

2 L'agence de concurrence américaine intente une action en justice pour bloquer le rachat par Nvidia d'Arm

La *Federal Trade Commission (FTC)*, agence de concurrence américaine, a [annoncé](#) le 2 décembre l'ouverture d'une poursuite en justice contre le rachat par le géant américain de semi-conducteurs *Nvidia* de l'entreprise britannique de blocs de propriété intellectuelle pour puces *Arm*. L'enquête de la *FTC* a indiqué vouloir bloquer la fusion car « elle donnerait à *Nvidia* la capacité et l'incitation d'utiliser le contrôle de la technologie d'*Arm* pour porter atteinte à ses concurrents, réduisant la concurrence et entraînant une réduction de la qualité des produits, de l'innovation, des prix plus élevés et moins de choix, portant préjudice aux millions d'Américains qui bénéficient de produits basés sur la propriété intellectuelle d'*Arm* ». L'opération fait désormais l'objet d'enquête ou d'action dans quatre juridictions, Chine, Union européenne, Royaume-Uni et Etats-Unis, les autorités de la concurrence de ces deux derniers indiquant être en « contact hebdomadaire » sur le sujet, selon [Bloomberg](#).

3 Le Royaume-Uni annonce de nouvelles mesures pour renforcer la sécurité des télécommunications

Le *Department for Digital, Culture, Media & Sport* a [annoncé](#) le 8 décembre deux nouvelles mesures – prises dans le cadre d'un [accord](#) avec les principaux opérateurs mobiles britanniques (*Vodafone*, *EE*, *Virgin Media O2*, *Three*) – pour renforcer la sécurité des télécommunications. Tout d'abord, la Ministre du numérique a annoncé que les réseaux mobiles 2G et 3G seraient progressivement supprimés d'ici 2033, afin d'accélérer le déploiement de la 5G et le développement de nouveaux réseaux tels que la 6G en libérant des bandes de spectres (ondes radios utilisées pour envoyer et recevoir de l'information). Le gouvernement a également dévoilé son ambition de porter à 35 % la part du réseau mobile en réseau ouvert (*Open RAN*) d'ici 2030, qu'il souhaite atteindre en finançant notamment 15 projets pilotes à hauteur de 36 M£.

4 Le gouvernement souhaite mettre en place de nouvelles normes de sécurité des appareils électroniques

La [Product Security and Telecommunications Infrastructure Bill](#) (PSTI), introduite devant le Parlement le 24 novembre, vise à imposer de nouvelles normes de protection des appareils électroniques connectés à internet (« objets connectés », tels que les smartphones, smart TV, consoles de jeu, systèmes d'alarme, jeux connectés, etc). Une fois adoptée, elle exigera des fabricants, importateurs et distributeurs d'objets connectés le respect de normes strictes en matière de cyber-sécurité, sous peine d'amendes allant jusqu'à 10 M£ ou 4 % du chiffre

d'affaires mondial. Elle donnera les pouvoirs au gouvernement de mettre en place des mesures telles que l'interdiction des mots de passe universels par défaut, des exigences de transparence sur les mesures prises par les fabricants pour corriger les failles de sécurité des produits connectés, ainsi que des obligations de *reportings* sur les vulnérabilités de ces produits.

Données et intelligence artificielle

1 L'ICO émet un avis provisoire pour une amende de 17 M£ envers *Clearview AI*

L'*Information Commissioner's Office* (ICO – équivalent de la CNIL) a [annoncé](#) le 29 novembre qu'il souhaitait imposer une amende de 17 M£ à *Clearview AI*, entreprise américaine spécialisée dans la reconnaissance faciale, dont le logiciel – principalement utilisé par les forces de l'ordre – permet de comparer une image avec une base de données de plus de 10 Md d'items, principalement récoltés sur les réseaux sociaux. L'ICO a en outre émis un avis provisoire de suspension du traitement des données personnelles de personnes résidant au RU. L'entreprise est accusée d'avoir violé les lois britanniques de protection de la vie privée, en collectant des photographies sans le consentement des personnes concernées. L'entreprise n'a par ailleurs pas mis en place, selon l'ICO, de processus empêchant le stockage indéfini de ces données. Les services de *Clearview* ne sont désormais plus disponibles au RU. L'entreprise peut désormais présenter ses observations à l'ICO, qui a mené l'enquête aux côtés de son homologue australien, l'OAIC, avant une décision finale à la mi-2022.

2 Le RU lance des standards nationaux en matière de transparence algorithmique

Le *Central Digital and Data Office* du *Cabinet Office* a [lancé](#) le 29 novembre un [standard de transparence algorithmique](#), visant à renforcer la transparence des algorithmes utilisés par le secteur public et le gouvernement pour des décisions affectant les citoyens. Ce standard – l'un des premiers au monde – s'inscrit dans la *National Data Strategy*, qui se donne comme objectif d'assurer une plus grande transparence du processus décisionnel assisté par algorithme dans le secteur public, entre autres. Le standard inclut une obligation de description de l'outil algorithmique (comment et pourquoi il est utilisé) et d'informations sur le fonctionnement de l'outil (jeux de données utilisés, niveau de supervision humaine, etc.).

Cyber-sécurité

1 Le directeur du MI6 souhaite collaborer avec la tech pour contrer les nouvelles menaces

Dans son premier discours en tant que directeur des services de renseignement extérieurs – le MI6 – Richard Moore a souligné la nécessité de travailler avec le secteur de la tech afin de contrer les menaces physiques et virtuelles grandissantes posées par la Chine et la Russie. Selon lui, ces pays progressent plus rapidement que le Royaume-Uni et ses alliés sur un certain nombre de domaines critiques, telles que l'intelligence artificielle, l'informatique quantique et la biologie de synthèse. Pour R. Moore, le MI6 n'a plus les capacités de développer les outils nécessaires en interne, et doit s'appuyer sur des partenariats avec la communauté technologique, à l'instar d'initiatives telles que le [National Security Strategic Investment Fund](#), fonds de *patient capital* dans des entreprises technologiques, géré par la *British Business Bank* et destiné à accélérer l'adoption des capacités du gouvernement en matière de sécurité et défense nationale et le développement de technologies à double usage.

Ecosystème tech

1 Les start-ups à impact britanniques ont levé 2 Md£ en 2021

Selon les [chiffres](#) publiés par *Dealroom* pour le *UK Digital Economy Council*, les start-ups de technologies à impact (définies comme répondant à l'un des objectifs de développement durable des Nations Unies) britanniques ont levé 2 Md£ en 2021, soit une augmentation de 127 % par rapport aux montants levés en 2018. Il existe actuellement douze licornes « à impact » (valorisées à plus de 1 Md\$), telles que *Arrival* (véhicules électriques) ou *Babylon* (application de santé). Parmi elles, l'entreprise d'énergie verte *Octopus Energy* a bénéficié du plus important tour de table pour une *impact tech* en 2021.

2 La licorne britannique *BenevolentAI* va réaliser une des plus grandes entrées en bourse par SPAC

Benevolent AI, *scale-up* spécialisée dans l'IA appliquée à la recherche pharmaceutique a signé un accord de fusion avec *Odyssey*, une SPAC (*special purpose acquisition company* – société sans activité opérationnelle dont les titres sont émis sur un marché boursier en vue d'une fusion future) cotée sur la bourse d'Amsterdam et lancée par les banquiers d'investissements Michael et Yoel Zaoui. Cette opération permettra à *BenevolentAI* de lever 390 M€ et d'être évaluée à hauteur de 1,5 Md€, selon le [Financial Times](#).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Principales levées de fonds de start-ups britanniques entre le 22 novembre et le 12 décembre 2021:

- [Gravitiq](#), E-commerce (plate-forme de produits de santé et de beauté) : [Seed, 55 M\\$](#)
- [Raycast](#), Software (barre de commande destiné à aider les développeurs) : [Série A, 15 M\\$](#)
- [Plum](#), Platform (plate-forme d'épargne) : [Série A, 24 M£](#)
- [Easol](#), E-commerce (plate-forme de vente de services) : [Série A, 25 M\\$](#)
- [SPG](#), FinTech (gestion de paiements) : [Série A, 34 M\\$](#)
- [Glorify](#), Platform (application de culte pour chrétiens) : [Série A, 40 M\\$](#)
- [Pento](#), HR (logiciel de gestion automatisée des fiches de paie) : [Série B, 35 M\\$](#)
- [Synthesia](#), AI (création de vidéos professionnelles à partir de textes en différentes langues) : [Série B, 50 M\\$](#)
- [Allica Bank](#), FinTech (néo-banque pour les PME) : [Série B, 110 M£](#)
- [Payhawk](#), FinTech (gestion des dépenses et paiements) : [Série B, 112 M\\$](#)
- [Quell Therapeutics](#), BioTech (thérapies cellulaires) : [Série B, 156 M\\$](#)
- [Motorway](#), E-commerce (place de marchés pour voitures d'occasion) : [Série C, 190 M\\$](#)
- [Thought Machine](#), FinTech (technologies de cloud adaptées au secteur bancaire) : [Série C, 200 M\\$](#)
- [Monzo](#), FinTech (néo-banque en ligne) : [Venture Round, 500 M\\$](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international